

**LES POLITIQUES CULTURELLES DANS LES PAYS ARABES :  
ENJEUX ÉMERGENTS, PROFESSIONS ÉMERGENTES, ...  
2/4 COMPLEXITÉ DES POLITIQUES CULTURELLES : UN CADEAU  
«EMPOISONNÉ» DE L'HISTOIRE ?**

par Milena Dragičević Šešić, membre du Conseil d'Orientation du Diplôme Européen d'Administration de projets culturels organisé par l'association Marcel Hicter

**NOVEMBRE  
2010**

# LES POLITIQUES CULTURELLES DANS LES PAYS ARABES : ENJEUX ÉMERGENTS, PROFESSIONS ÉMERGENTES, ...

## 2/4 COMPLEXITÉ DES POLITIQUES CULTURELLES : UN CADEAU « EMPOISONNÉ » DE L'HISTOIRE ?

Par Milena Dragičević Šešić, membre du Conseil d'Orientation du Diplôme Européen d'Administration de projets culturels organisé par l'association Marcel Hicter

La majorité des ministres arabes de la culture ont beau se préoccuper de politiques identitaires, il est évident que les identités culturelles nationales sont complexes et se recoupent, à cause de plusieurs facteurs historiques et géographiques. Les Arabes qui se sont installés dans différentes régions de la Méditerranée y ont trouvé différents peuples et cultures et différents processus d'acculturation se sont donc mis en place au cours de l'histoire. De nouveaux occupants ont envahi ces territoires par la suite (Empire ottoman, colonisateurs européens, etc., ce qui a eu un impact décisif sur les modèles culturels. Voilà pourquoi l'identité culturelle arabe est si complexe et différenciée en fonction des régions et des pays. Même si la culture et la création culturelle contemporaine sont explicitement fondées sur la langue arabe et l'islam en tant que religion centrale<sup>1</sup>, « La région arabe islamique », les différences se présentent tant dans la culture populaire traditionnelle que dans la nouvelle culture littéraire de l'élite cultivée.

L'approche politique globale concentrée sur l'islam et créant une culture arabe est une conséquence logique de la « géopolitique des émotions » (Dominique Moïsi), qui concerne les pays arabes connaissant une culture de l'humiliation. Moïsi a identifié trois cultures dominantes dans le monde contemporain : culture de l'humiliation souvent accompa-

gnée de colère<sup>2</sup>, culture de la peur et culture de l'espoir. Il semblerait que les politiques culturelles des pays arabes soient marquées par ces trois sentiments. Celui qui domine principalement les relations sociopolitiques et les discours – le sentiment d'humiliation – découle des circonstances historiques<sup>3</sup>, mais également des relations géopolitiques contemporaines comme Israël vue comme une menace constante, prises de décision « deux poids, deux mesures » de la communauté internationale.

Même lorsqu'il s'agit d'histoire ancienne, le sentiment d'humiliation est toujours présent. Il est d'abord lié au sentiment d'être privé de sa propre culture et de sa langue et de ne pas pouvoir vivre en accord avec ses valeurs. A l'époque coloniale, la langue arabe fut supprimée et le principal outil de communication devint la langue du colonisateur. Cela a eu un énorme impact sur la formation des élites nationales, les intellectuels étant formés dans la langue du colonisateur. Cet état de fait a divisé le monde arabe et on en retrouve toujours les conséquences dans les régions francophones

(Maghreb et Liban) et anglophones (Égypte, Palestine, Jordanie), renforçant les anciennes divisions, comme les différences entre les pays ayant connu un plus long règne ottoman (tels que la Syrie et la Jordanie) et les autres. Cela a également contribué aux divisions internes et aux divergences culturelles entre l'élite cultivée et le peuple qui, ne maîtrisant que sa langue maternelle, n'a pas pu prendre part au processus de modernisation. Cette élite s'est alors retrouvée exclue et ghettoisée.

La libération a été marquée par une culture de l'espoir, teintée de sentiments d'humiliation dus aux défaites militaires contre Israël et à la question palestinienne non résolue<sup>4</sup> (entre 1960 et 1990). A partir de 1990 et la guerre du Golfe, les sentiments d'injustice et d'humiliation de la politique mondiale vis-à-vis des nations arabes se sont une fois de plus aggravés.

La culture de l'espoir, qui caractérise tous les pays du tiers-monde ayant obtenu leur indépendance, et la reconnaissance internationale était prédominante au cours des années 1960 et 1970, lorsque le développement culturel faisait partie des programmes de modernisation, mais aussi des politiques identitaires. On attendait de la culture qu'elle recherche et codifie les traditions spécifiques. Le nassérisme et le mouvement des non-alignés a énormément ouvert l'espace culturel égyptien autant qu'un espace culturel arabe plus large. L'heure était à la création d'un large réseau d'institutions culturelles : théâtres, maisons de la culture, bibliothèques, etc. En Algérie, où la décentralisation de la culture commençait timidement, on a vu apparaître les trois premières structures culturelles régionales dès 1974. En 1978, la première production culturelle, le Festival national des arts folkloriques, a vu le jour, tandis qu'en 1992 toutes les régions ont obtenu leurs Offices publics de la culture. Il en va de même en Syrie, où les Directions de la culture sont réparties sur les 14 divisions territoriales « en tant que représentants du gouvernement ».

Les années 1980 ont cependant représenté un déclin dans la politique culturelle de nombreux pays, sauf ceux dont le développement avait été plus lent (Palestine, Jordanie). Dans ces pays, « les années 1980 ont connu un développement particulièrement significatif de l'institutionnalisation et de la politique culturelles ». Les années 1980 ont également marqué le début du processus de mondialisation, signifiant aussi le début d'un mouvement d'« autocolonisation », pour reprendre l'expression d'Alexandre Kiossev dans son analyse du phénomène dans les Balkans. Une culture de la peur s'est lentement développée, avant de céder à nouveau la place à l'humiliation dans les années 1990 ; comme l'a souligné M. Darwich à propos des attentats-suicides, « ce n'est pas l'idéologie, c'est le désespoir » qui pousse ces jeunes gens à de tels actes. Cependant, face à ce sentiment de désespoir et d'humiliation, c'est une nouvelle fois la culture qui a maintenu le moral de la population. C'est justement

le cas en Palestine, où la sphère culturelle avait été très active durant les années 1990. Le ministère palestinien de la Culture a été créé en 1994 et, paradoxalement, malgré les troubles, c'est le processus de paix qui a aidé à diversifier et à développer un certain nombre d'institutions palestiniennes et d'organisations indépendantes.

## LE FACTEUR GÉOGRAPHIQUE

Les autres références importantes visibles dans les priorités des politiques culturelles sont liées à la position géographique (continent) et à la proximité de régions et pays voisins. On a clairement pu le constater dans le cas de l'Algérie et de sa référence au continent africain, qui a récemment imposé l'acceptation de l'identité Amazigh comme part égale de l'identité algérienne. Cette question touche également la politique marocaine et tunisienne, mais comme la dimension « africaine » n'est pas encore une priorité politique, l'égalité des minorités africaines autochtones n'est pas encore une réalité dans les appareils juridiques et pratiques culturelles. Le Liban, la Jordanie et la Syrie sont influencés par la proximité de l'État d'Israël ; l'instabilité politique dans la région entraîne l'arrivée de nombreux réfugiés palestiniens et ensuite irakiens, tandis que les pays du Golfe ont créé leurs propres politiques, de par leurs traditions communes (tribales), mais aussi à cause du type de leur nouvelle économie et de leurs références politiques communes. Même s'ils représentent la majeure partie du marché de l'art arabe, ils sont davantage consommateurs que producteurs.

## L'IMPORTANCE DE L'IDÉOLOGIE ET DE LA POLITIQUE

Les références politiques et idéologiques ont également marqué de leur empreinte le développement des politiques culturelles. En termes de modèles de politiques culturelles présents dans la région, il pourrait s'agir du facteur principal, dont les répercussions sont très visibles, même si l'on limite son analyse à deux pays : le Liban et la Syrie. Le Liban, chantre de l'économie de marché et des principes de la propriété privée, a laissé largement la production culturelle entre les mains du secteur privé et de la libre entreprise, renforcée aujourd'hui par les activités de la société civile. La Syrie, pays socialiste, avait une politique culturelle étatique et la majorité des organisations culturelles dépendaient du gouvernement, tandis que celles qui étaient privées comme les cinémas, qui n'avaient pas le droit d'acheter des films ne pouvaient décider librement des contenus. L'organisation d'État assumait le rôle de gardien et l'initiative privée était limitée ou découragée depuis longtemps. Cependant, un réseau d'organisations et de productions culturelles couvre désormais le pays tout entier.

Même si elles placent l'islam au cœur de l'identité collective, les politiques culturelles actuelles se gardent bien d'entremêler les deux. La prise de décision au quotidien démontre

bien que le rôle du clergé est bien plus important que le laissent paraître les documents officiels<sup>5</sup>. L'indispensable sécularisation de la vie culturelle publique, pour entrer plus profondément dans cette « dialectique de la tradition et de la modernité » constitue l'une des exigences clés de la nouvelle recherche politique. Il s'agit d'éviter à la fois la glorification des agences traditionnelles et la perception des mouvements culturels indigènes et populaires comme étant un frein à la modernité (Khalaf, S. 2001: 22). Il semblerait qu'aucun des pays n'ait trouvé de réponse adéquate à ces questions.

De manière générale, il n'existe pas de climat de confiance dans le monde arabe d'aujourd'hui, y compris dans les pays qui semblaient promis à un bel avenir : Émirats arabes unis, Qatar, Dubaï, Abu Dhabi, etc. Le sentiment d'humiliation et de désespoir ressenti en Palestine et en Irak, ou le sentiment d'isolement et d'impossibilité de changer la situation (les figures politiques changent, pas la politique), ont créé une situation dans laquelle les solutions sont envisagées dans l'attente de prises de position de dirigeants religieux ou d'aide internationale. Ces sentiments ne sont toutefois pas propices à une « avancée culturelle », sans laquelle il ne saurait y avoir de nouvelle politique culturelle. Même les projets culturels ont des vellétés politiques. C'est pourquoi Jérusalem, capitale de la culture arabe cherchait à « réinstaurer la valeur culturelle de la ville d'al-Quds<sup>6</sup> (...), consolider son identité culturelle et protéger ses éléments et sites historiques, par le biais d'un élargissement et d'un approfondissement du cercle de solidarité arabe et internationale, afin de protéger l'identité arabe d'al-Quds.<sup>7</sup>» La célébration du multiculturalisme d'une ville reste une tâche pour l'avenir, l'actualité est plus à la « défense », la protection et la conservation.

## CONCLUSION

Un contexte panarabe de politiques culturelles reste bien plus un souhait qu'une réalité. Malgré le succès de certains projets, tels que Damas, capitale de la culture arabe 2008, le discours officiel panarabe dans le domaine de la culture « ne se traduit pas par des accords et des traités de coopération avec les pays arabes » (rapport syrien). Par conséquent, il n'y a pas de politique claire, malgré la diversité des organisations et comités culturels dans le cadre de la Ligue Arabe<sup>8</sup> ; ils n'ont pas ou peu d'impact sur la vie culturelle des différents pays arabes. Les principaux organes culturels de la Ligue Arabe sont l'ALECSO<sup>9</sup> et le Comité permanent de la culture arabe, qui est en charge de préparer la réunion annuelle des ministres arabes de la Culture. Dans la promotion de l'espace culturel arabe, il est de la plus haute importance de disposer d'initiatives indépendantes telles que des prix littéraires, des foires et festivals du livre, qui permettent des rassemblements et des débats entre praticiens et mouvements ascendants, tout en attirant l'attention des médias (toujours contrôlés par l'État).

1 « Le rôle de la culture nationale consistera, en premier lieu, à rendre à la langue arabe, expression même des valeurs culturelles de notre pays, sa dignité et son efficacité en tant que langue de civilisation. » (Déclaration de Tripoli, 1962)

2 Mahmoud Darwich, « Identité », poème, 1964.

« Inscris !

Je suis arabe

Sans nom de famille - je suis mon prénom

« Patient infiniment » dans un pays où tous

Vivent sur les braises de la Colère

Mes racines...

Avant la naissance du temps elles prirent pied

Avant l'effusion de la durée

Avant le cyprès et l'olivier

... avant l'éclosion de l'herbe

Mon père... est d'une famille de laboureurs

N'a rien avec messieurs les notables

Mon grand-père était paysan – être

Sans valeur – ni ascendance.

Ma maison, une hutte de gardien

En troncs et en roseaux

Voilà qui je suis – cela te plaît-il ?

Sans nom de famille, je ne suis que mon prénom. »

3 Les influences étrangères sont facilement analysables dans le cas de la Palestine : le régime ottoman prend fin lors de la colonisation occidentale au lendemain de la première guerre mondiale ; puis la catastrophe de 1948 (An Nakba) divise les Palestiniens en cinq communautés, alors que l'on crée un État d'Israël, mais pas d'État de Palestine ; la guerre de 1967, l'invasion israélienne du Liban, la première Intifada (1987-1993), les guerres actuelles, les attentats, le mur israélien, l'isolement de la bande de Gaza, etc. A chacun de ces moments historiques, la communauté internationale impose un certain nombre de solutions injustes, sur base de « normes » préexistantes.

4 « Aujourd'hui, la totalité de la population palestinienne (descendants compris) est estimée à 11 millions, dont plus de la moitié est apatride et n'a de citoyenneté dans aucun pays ». (Country report, ch.1.1. ; extrait traduit de l'anglais, NDT) Ne peut être consulté par les lecteurs.

5 Au cours de la 1<sup>re</sup> Conférence sur les politiques culturelles dans le monde arabe, à Beyrouth, les 7 et 8 juin 2010, le Secrétaire général égyptien du Conseil suprême de la culture, Emad Abou Ghazi, a répondu à la demande d'un délégué, qui plaidait pour davantage de soutien de l'État aux théâtres indépendants, par la question suivante : « Comment pouvons-nous aider les théâtres égyptiens si les dirigeants religieux sont contre les arts ? »

6 Nom arabe de Jérusalem-Est.

7 <http://www.alquds2009.org/etemplate.php?id=3>, consulté le 10 août 2010 (Extrait traduit de l'anglais, NDT).

8 Six membres fondateurs (Égypte, Irak, Transjordanie, Liban, Arabie Saoudite et Syrie) de la Ligue Arabe (constituée le 22 mars 1945). Le Protocole d'Alexandrie, qui en est à l'origine, constitue le document fondateur principal de la charte de la Ligue Arabe.

9 L'ALECSO (Organisation de la Ligue Arabe pour l'éducation, la culture et la science) « a été créée afin de favoriser l'unité intellectuelle entre les différentes parties du monde arabe, par l'intermédiaire de l'éducation, de la culture et des sciences et de relever le niveau culturel dans cette région. Dans le cadre de cette finalité, l'Alecso est chargée de plusieurs missions, dont le développement des ressources humaines dans les pays arabes, la rénovation de l'éducation, de la culture, des sciences et de la communication, la promotion de la langue arabe et de la culture arabo-musulmane à l'intérieur comme à l'extérieur du Monde arabe, ainsi que la création des passerelles du dialogue et de la coopération entre cette culture et les autres cultures du monde. <http://www.alecso.org.tn>, consulté le 3 juin 2010.